

Face à la casse du Code du travail, des services publics, de la sécurité sociale, face au manque de démocratie et à l'état d'urgence permanent,

Des alternatives existent

▲ Nous revendiquons **l'abrogation de la loi El Khomri** et de tous les textes régressifs qui l'ont précédée. Nous défendons un droit du travail avec davantage de droits pour tou-te-s les salarié-es, leurs représentant-es, les Comités d'entreprise (CE), les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

▲ Nous exigeons **une réduction du temps travail à 32h** qui, avec les embauches correspondantes, serait une réponse au fléau du chômage

▲ Nous voulons **des médecins du travail non soumis au patronat**, et davantage d'inspecteurs du travail avec une garantie d'indépendance.

▲ Nous voulons **un droit du travail plus accessible**, avec un accès au juge facilité, des sanctions réelles des violations aux règles qu'il prévoit.

▲ Nous portons ces alternatives pour **une société plus juste, plus égalitaire, plus écologique, qui respecte l'égalité femmes-hommes.**

▲ Nous exigeons **une réforme du service public de l'emploi** qui maintienne le régime assurantiel, permette la représentation des chômeurs, et chômeuses, réintroduise le droit du chômage dans le code du travail.

L'heure est aujourd'hui à la mobilisation la plus large ! Nous appelons à construire la mobilisation pour faire échec à ces projets et construire une alternative au service du progrès social.

A l'appel de la CGT, de l'Union syndicale Solidaires (syndicats SUD, Solidaires,...)

En grève dès le 12 septembre

Manifs à Brest, Quimper, Morlaix et Quimperlé

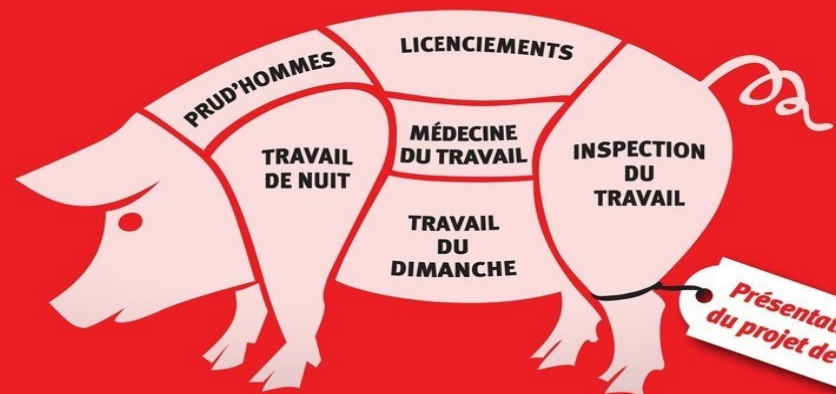


Solidaires dans le Finistère : contact@solidaires29.infini.fr

Solidaires ^{Finistère}

Des ordonnances estivales pour
« rénover » le Code du Travail ???
Entre illusions...
...et tromperies

Pour les patrons,



**tout est bon
dans le Macron !**

Sous prétexte de favoriser l'emploi, alors que les politiques de flexibilité sont un échec et appauvrissent les salarié-es, E. Macron entend organiser un passage en force pour des contre-réformes promues de très longue date par le Medef.

Le projet de loi d'habilitation, qui cadre les ordonnances, le signifie très clairement. Se préparent un grave raboutage des droits des salarié-es et la quasi toute-puissance des employeurs, avec :

▼ ***la définition de l'ensemble de la réglementation du travail***, y compris les salaires et les règles de sécurité, au niveau de l'entreprise, même si l'accord de branche ou le contrat de travail ont prévu des dispositions plus favorables. Alors que nous militons pour une hiérarchie des normes, ils veulent imposer un code du travail par entreprise !

▼ ***le levier du référendum d'entreprise à l'initiative des patrons*** et au détriment de la démocratie sociale, pour soumettre toujours plus les salarié-e-s aux exigences patronales,

▼ ***le plafonnement et la barémisation imposés des indemnités prud'homales*** suite à un licenciement abusif,

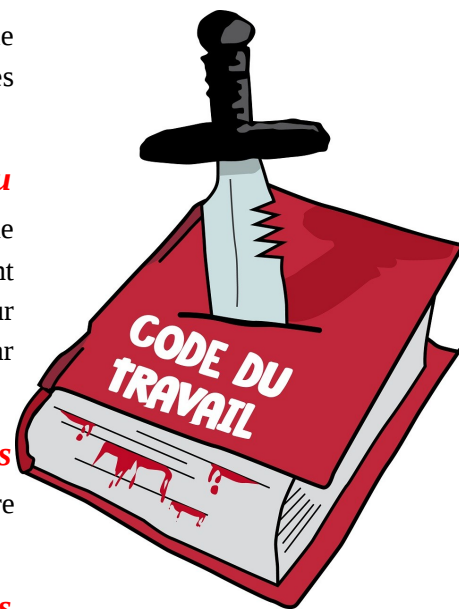
▼ ***des conditions des licenciements économiques facilitées,***

▼ ***l'assouplissement du recours aux contrats précaires***, notamment un CDI « de projet » qui de facto fait du CDD la norme,

▼ ***la révision du compte pénibilité,***

▼ ***une fusion des instances représentatives des salarié.e.s***, qui va diminuer encore leurs prérogatives, supprimer de facto la spécificité des CHSCT, et amorce la remise en cause des délégués syndicaux dans l'entreprise,

Cette casse lourde du code du travail change notre modèle social et détruit presque toutes les conquêtes des luttes sociales d'hier, longues et douloureuses. Elle renforce une contre-révolution libérale-autoritaire, au service des plus fortunés et aux dépens d'une majorité de la population qui se paupérise !



Mais ça n'est qu'une partie du projet de société Macron !

Sous couvert d'une ***banalisation de l'état d'urgence*** qui permettra de museler le mouvement social, c'est un projet de société qui prévoit :

▼ la ***continuité des politiques d'austérité***, qui profitent toujours aux plus riches et font payer celles/ceux qui ont le moins.

▼ ***les attaques contre les Services publics***, qui sont pourtant des outils de lutte contre les inégalités sociales et de territoires. Dans le viseur, les fonctions publiques de l'Etat, hospitalière et territoriale, et plus globalement le statut général des fonctionnaires,

▼ la remise en cause de la ***Sécurité sociale*** et plus généralement de la ***protection sociale et des retraites***.

Les projets du gouvernement prévoient également un soi-disant « ***élargissement des droits au chômage aux non-salariés /es et aux démissionnaires*** » qui s'accompagnera de ***la fin de l'assurance chômage*** remplacée par un système de solidarité d'Etat financé par une hausse d'impôt (la CSG) qui touchera avant tout les classes moyennes et les salarié-e-s.

Ensemble, toutes et tous, ne laissons pas l'ultra libéralisme à la Macron et le Medef régir nos vies !

Les distributions de dividendes, les cadeaux fiscaux et la flexibilisation totale des salarié-es ne sont pas créateurs d'emplois stables permettant de vivre dignement ! Luttons pour la réduction du temps de travail, pour la hausse des salaires, pour des services publics au service de tous et toutes !

